

"Tout le poids et l'influence du gouvernement canadien ... seront apportés auprès du Congrès américain et de l'administration américaine ... afin de régler ce problème sérieux, dans l'intérêt de nos pêcheurs de l'Est du Canada."

Notre ambassadeur, M. Derek Burney, est intervenu avec vigueur auprès du Congrès et de l'administration américaine, sans compter que le Premier ministre a récemment abordé directement la question avec le président Bush.

Nous ne ménagerons pas nos efforts. Mais, si le gouvernement des États-Unis adopte ce projet de loi inadmissible, le Canada aura recours à l'Accord de libre-échange ou au GATT pour régler ce différend. J'espère que de telles mesures ne seront pas nécessaires.

En second lieu, je suis fier de vous informer que le gouvernement du Canada a ajouté le poisson sur la liste des produits qu'il pourrait vendre à la Pologne. Si la Pologne dit avoir besoin de poisson, nous répondrons à sa demande. Nous attendons une réponse sous peu de la part du nouveau gouvernement de la Pologne.

En troisième lieu, je voudrais aborder la question de la surpêche par les étrangers. En tant que représentants de l'industrie de la pêche des provinces de l'Atlantique, vous êtes pleinement conscients des conséquences graves de cette surpêche, tant pour les stocks qui chevauchent la zone de 200 milles que pour les Canadiens qui exploitent et transforment ces ressources.

Cette année, le Premier ministre, le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le ministre des Pêches et des Océans et moi-même avons entamé une série d'échanges avec les ministres de la Communauté européenne et de ses pays membres au sujet de la surexploitation des ressources de la mer par des étrangers.

Ces échanges ont pris de l'ampleur. Par exemple, l'honorable Lucien Bouchard a récemment abordé le problème de la surpêche avec le Premier ministre Rocard de France. En outre, durant ma visite en Corée, j'ai abordé, avec des ministres de ce pays, le problème de la surpêche dans le nord-ouest de l'Atlantique et la question de la pêche aux filets dérivants dans le Pacifique.

La cible principale du gouvernement à l'heure actuelle demeure la Communauté européenne. En effet, ce sont les flottilles de pêche de l'Espagne et du Portugal qui causent les plus sérieux dommages aux stocks de poissons qui chevauchent les zones de 200 milles dans la région du Nord-ouest de l'Atlantique.

Au début de la dernière réunion de l'Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest (OPANO), il a semblé que la Communauté européenne allait prendre une approche différente de celle qu'elle prend depuis 1986, quand elle a rompu avec son ancienne